

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)**

**N° DE MARCHE : AO 25 NO 0013**

**Maintenance préventive et curative du matériel d'hôtellerie et de  
restauration des établissements FILIERIS de la Direction Régionale  
du Nord**

*Filieris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

## Contenu

I.	Présentation générale de FILIERIS .....	4
II.	Objet du marché et dispositions générales.....	5
1.	- Objet.....	5
2.	- Décomposition du marché .....	5
3.	Procédure utilisée et forme du marché .....	5
4.	Durée du marché .....	5
III.	Parties contractantes .....	5
IV.	Documents contractuels .....	6
1.	Pièces particulières .....	6
2.	Pièces générales .....	6
V.	Conditions générales d'exécution .....	6
1.	Conditions générales d'exécution des prestations de maintenance.....	6
2.	Début et fin des prestations de maintenance.....	9
3.	Planification des interventions .....	9
VI.	Modalités de commandes .....	9
VII.	Ajout retrait d'un matériel ou d'un site .....	9
VIII.	Modalités de détermination des prix.....	9
1.	Contenu des prix.....	9
2.	Révision des prix.....	10
IX.	Vérification et admission.....	11
X.	Paiement - établissement de la facture .....	11
1.	Présentation des demandes de paiement .....	11
2.	Transmission des factures par voie électronique .....	11
3.	Délai de paiement.....	11
XI.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	12
1.	Avance.....	12
2.	Nantissement et cession de créances.....	12
XII.	Pénalités .....	12
1.	Pénalités de retard .....	12
2.	Pénalités pour mauvaise exécution des prestations :.....	13

XIII.	Frais et risques.....	13
XIV.	Résiliation .....	14
XV.	Assurances.....	14
XVI.	Revue du marché.....	14
XVII.	Litiges.....	15
XVIII.	Dérogations aux documents généraux.....	15

## **I. Présentation générale de FILIERIS**

Filieris est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM). Cette dernière est l'organisme gestionnaire du régime spécial de Sécurité sociale des Mines.

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

Filieris est placé sous la tutelle du Ministère des solidarités et de la Santé et du Ministère de l'Action et des comptes publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE, Directeur Général et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

Filieris est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions régionales (également appelés Délégations Territoriales) sont situées en région, à savoir : à Lens pour le NORD, à Metz pour l'EST, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, Filieris a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

Filieris met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- 138 centres de santé (généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes), des dispensaires
- 18 pharmacies,
- 1 magasin d'optique
- 24 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 3 unités de soins longue durée et 6 EHPAD,
- 16 services de soins infirmiers à domicile.
- 2 services d'aide à la personne ou services polyvalents et de soins à domicile

L'ensemble des professionnels de santé des centres de santé sont des salariés de la CANSSM.

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant : <http://www.filieris.fr>

## **II. Objet du marché et dispositions générales**

### **1. - Objet**

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de maintenance préventive et curative du matériel d'hôtellerie et de restauration – nettoyage et extraction des buées grasses des établissements FILIERIS de la Direction Régionale du Nord.

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe applicable au présent marché.

### **2. - Décomposition du marché**

Le marché comprend 2 lots :

- Lot 1 : Maintenance de matériel d'hôtellerie et de restauration chaud - froid et petits équipements des établissements
- Lot 2 : Nettoyage et extraction des buées des établissements

### **3. Procédure utilisée et forme du marché**

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Pour le lot 1, il s'agit d'un accord-cadre composite, comprenant une part de prestations forfaitaires et une part de prestations à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum de 260 000 € HT sur la durée globale du marché, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Pour le lot 2, il s'agit d'un marché ordinaire (prix forfaitaire).

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

### **4. Durée du marché**

Pour chaque lot, le marché est conclu pour une période initiale d'une durée de 12 mois à compter de sa notification.

A l'issue de la première période d'exécution, le marché pourra être reconduit 3 fois expressément par le représentant du pouvoir adjudicateur par période de 12 mois, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse 48 mois (4 ans).

Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un mois avant la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduction ou de non reconduction du marché. La non reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire

Conformément à l'article R2162-5 CCP, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché.

## **III. Parties contractantes**

- Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur Général de la  
CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES MINES  
77, avenue de Ségur  
75714 PARIS CEDEX 15**

Pour chaque lot, le titulaire du marché désigne dès la notification du marché la ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc.).

## **IV. Documents contractuels**

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué, par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, des documents ci-après par ordre de priorité décroissant:

### **1. Pièces particulières**

- ✓ **L'acte d'engagement** (ATTR11) et ses annexes financières et technique
  - Annexe 1 - BPU/DPGF– Lot 1/DPGF – Lot 2
  - Annexes 2 – Cadre de Réponses Techniques (CRT)
- ✓ **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP)
- ✓ **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et son annexe 1

### **2. Pièces générales**

- ✓ Le Code de la Commande Publique
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (issue de l'arrêté du 30 mars 2021).
- ✓ L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

## **V. Conditions générales d'exécution**

### **1. Conditions générales d'exécution des prestations de maintenance**

Le titulaire ne peut pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que le Pouvoir Adjudicateur estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les prestations réalisées sont conformes aux dispositions du marché.

Les prestations de maintenance corrective, s'exécutent par l'émission de bons de commande lors de la survenance du besoin, valant ordre de démarrage des prestations, établis sur la base du devis demandé au titulaire du marché à partir :

- Des forfaits de main d'œuvre et de déplacement applicables selon les prix fournis au Bordereau des prix unitaires
- Des prix des pièces détachées applicables selon les prix fournis au Bordereau des prix unitaires

- Pour toute pièce non reprise au Bordereau des prix unitaires, le titulaire devra fournir un devis basé sur la base du prix fournisseur remis des pièces affecté du coefficient d'entreprise applicable. Les commandes sont transmises par tout moyen (télécopie, message électronique...) confirmées par courrier.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, la personne publique n'a pas reçu d'observation de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution des prestations définies dans le bon de commande. Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder 3 mois.

### **1.1 – ACCES BATIMENT**

Certains appareils peuvent être équipés d'un dispositif limitant l'accès aux seules personnes autorisées, tels que, contacts à clef, clés codées, claviers, lecteurs de badges de toutes sortes... (Liste non exhaustive)

Le titulaire, doit s'assurer avoir toutes les autorisations et moyens d'accès aux équipements.

### **1.2 - HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

L'attention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que ces travaux sont à effectuer dans un milieu hospitalier soumis à des règles d'hygiène et de sécurité strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

FILIERIS aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le titulaire devra s'y conformer sans délai. Le titulaire du présent marché est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer l'hygiène, la santé et la sécurité :

- Des usagers des sites,
- De ses employés intervenants sur les installations de l'établissement.

Le titulaire présentera dans les 15 jours ouvrés suivant la date de notification du marché les documents relatifs au Plan et Prévention d'Hygiène et de Sécurité.

L'entreprise doit exercer une surveillance continue afin d'éviter tous accidents pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des installations ou aux personnes se trouvant dans l'environnement d'un appareil en cours de maintenance ou de travaux exécutés par Le titulaire du présent marché.

### **1.3 –PERSONNELS**

Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application des articles L.8323-1 et suivants du code du travail.

- Le titulaire emploie des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du marché
- Le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R.4543-22 à R.4543-24 du code du travail

En outre le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des équipements doit être en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société prestataire du marché, pour cela, il doit être muni d'une carte d'identité de son entreprise et être en mesure de la produire sur simple demande de l'établissement ou de son représentant.

Le personnel de l'entreprise doit être doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements doivent respecter les périodicités de révision.

Les équipements individuels de sécurité (EPI) doivent être à proximité immédiats du poste de travail et doivent être utilisés dès qu'une situation le nécessite.

Le personnel de l'entreprise doit porter en permanence sur les installations de l'établissement un vêtement de travail approprié de l'entreprise ainsi que des chaussures de sécurité.

L'établissement ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès d'un technicien aux installations s'il estime que celui-ci ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité.

Le titulaire se réserve le droit exclusif de désigner le personnel affecté à l'exécution des prestations. Le personnel du titulaire devra avoir une connaissance et une expérience éprouvée des prestations objets des présentes.

Pour le cas où le titulaire n'est pas en mesure d'assurer ses obligations, il devra sous-traiter la prestation qu'il n'est pas en mesure d'effectuer. A ce titre et avant toute intervention de l'éventuel sous-traitant, le titulaire aura au préalable obtenu l'agrément de ce sous-traitant par FILIERIS.

La demande d'agrément du sous-traitant (DC4) sera transmise, de préférence, par voie électronique. La transmission de ce document par voie postale est admise en cas d'impossibilité de signer électroniquement le document.

L'établissement ou son représentant se réserve le droit de refuser l'accès à un établissement s'ils jugent que le comportement du titulaire est de nature à porter atteinte aux mœurs, à la dignité ou à la sécurité des personnes, qu'elles soient des résidents, du personnel de l'établissement ou des visiteurs.

Le personnel du titulaire, intervenant dans les locaux de l'établissement, devra respecter le règlement intérieur de l'établissement, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes de sécurité en vigueur, et d'une manière générale toutes les contraintes du site.

Ce document leur sera transmis lors de la réunion de lancement.

#### **1.4 - SIGNALISATION DES INTERVENTIONS**

Le titulaire devra signaler toutes ses interventions sur le registre d'entretien de l'appareil concerné, ainsi qu'au service affaires générales chargé du site concerné par l'intervention.

Ces prestations peuvent être effectuées en dehors des heures ouvrées. **Le titulaire soumettra son planning à l'établissement qui décidera, en fonction des impératifs des services hospitaliers, des ajustements nécessaires.**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériel inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Lors de la prise en charge des installations, le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

#### **1.5 PROPRETE DES LOCAUX**

Le titulaire du présent marché prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre de ses interventions et la gestion des déchets du chantier, conformément aux procédures liées aux règles de bio-nettoyage de l'établissement.

#### **1.6 – REGISTRE DE SECURITE**

Le titulaire de chacun des lots est tenu, à chaque intervention de maintenance (préventive et corrective) de compléter le registre de sécurité du site.



## 2. Début et fin des prestations de maintenance

Début de prestation – prise en charge des installations :

Dès le début de l'exécution du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et de l'état des équipements sera établi, précisant leur conformité à la réglementation en vigueur.

Fin de prestation :

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché les matériels ou équipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement. Un document le constatant sera dressé contradictoirement au plus tard huit jours ouvrés avant expiration du marché. Le cas échéant les travaux de remise en état des matériels ou équipements détériorés seront exécutés à la charge du titulaire.

## 3. Planification des interventions

Pour chacun des lots, pour la 1<sup>ère</sup> année, ce calendrier sera mis au point et validé lors de la prise en charge des installations.

Pour les autres années, le titulaire devra faire parvenir, 1 mois avant la date anniversaire de notification du marché, à la direction des Affaires générales de la Direction Régionale Nord, un planning des interventions préventives pour l'année à venir.

# VI. Modalités de commandes

Les prestations de maintenance corrective, s'exécutent par l'émission de bons de commande, valant ordre de service de démarrage des prestations, établis sur la base d'un devis demandé au titulaire et qui sera établi à partir :

- des prix de main d'œuvre et de déplacement prévus dans son offre
- du prix par pièces détachées affecté du coefficient d'entreprise applicable sur prix d'achat des pièces détachées auprès du fabricant

Les devis reçus du titulaire devront impérativement être accompagnés de la facture d'achat des pièces détachées.

En l'absence de cette facture d'achat, les factures reçues seront automatiquement rejetées.

# VII. Ajout retrait d'un matériel ou d'un site

Tout nouveau matériel acquis pour le bon fonctionnement de l'une ou l'autre des cuisines concernées par le présent marché sera intégré dans le forfait de maintenance préventive, au terme de la période de garantie contractuelle fournisseur, par la voie d'une demande de devis, le prix proposé pourra être négocié avec le titulaire du marché. Le prix réglé pour la maintenance de ce nouveau matériel sera proratisé entre la date de fin de garantie et le 31/12/N.

En cas de retrait d'un matériel concerné par la maintenance préventive, celui-ci sera retiré du marché avec information donnée au titulaire par tout moyen. Seront indiquées les raisons du retrait de ce matériel et la date de prise d'effet de ce retrait, le prix forfaitaire de maintenance préventive à régler par Filieris pour le matériel retiré sera proratisé entre le 01/01/N et la date du retrait

# VIII. Modalités de détermination des prix

## 1. Contenu des prix

L'offre de prix forfaitaire et/ou unitaire est présentée dans les annexes financières à l'acte d'engagement. Un prix est proposé par équipement, selon l'annexe à l'acte d'engagement.

Le présent marché est conclu à prix mixte pour le lot 1 et à prix forfaitaire pour le lot 2 :

Pour le lot 1 :

- Forfaitaire pour la maintenance préventive
- Unitaires pour la maintenance corrective

Pour le lot 2 :

- Forfaitaire

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des tâches à réaliser définies par le pouvoir adjudicateur au cahier des clauses techniques particulières (CCTP), des frais de main d'œuvre, de déplacement et des produits et matériels nécessaires à la bonne réalisation des prestations. Chaque prestation composant le prix forfaitaire total doit être chiffrée dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix unitaires comprennent l'ensemble des prestations, produits et matériels nécessaires à la bonne réalisation des prestations conformément aux règles de l'art et aux règles édictées par les fabricants.

Les prix unitaires sont fixés :

- Dans le bordereau des prix unitaires (main d'œuvre, déplacement et fourniture de pièces détachées)
- Par rapport aux catalogues des fournisseurs pour toutes les fournitures non listées dans le bordereau des prix sur lequel s'appliquera le taux de remise éventuel et le coefficient d'entreprise applicable.

Les prix seront libellés en Euros.

## 2. Révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres, mois (M0). Ils sont révisés par application d'une formule dont l'élément variable est relevé sur le site de l'INSEE [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr)

Les prix forfaitaires et unitaires sont fermes pendant la première période contractuelle du marché puis révisables à l'occasion de la reconduction du marché.

La formule de révision a pour seul but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques.

Les prix forfaitaires de maintenance préventive et de main d'œuvre seront révisés à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P=P_0 \times [0,8 \times ICHT/ICHT_0 + 0,2 \times TCH/TCH_0]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P0 = prix de base HT

ICHT = dernière valeur de l'indice publiée à la date de révision.

ICHT0 = valeur de l'indice publiée le mois correspondant à la date de remise des offres, mois (M0)

TCH = dernière valeur de l'indice publiée à la date de révision.

TCH0 = valeur de l'indice publiée le mois correspondant à la date de remise des offres, mois (M0)

Les indices de référence choisis sont :

- ICHT indice mensuel du coût horaire du travail révisé – tous salariés – industries mécaniques et électriques - identifiant : 001565183
- TCH transports, communications et hôtellerie – identifiant : 001763861.

Le titulaire devra faire parvenir à la CANSSM une proposition de révision des prix en indiquant de manière claire le nouveau prix et les indices pris en compte un mois au plus tard avant la date d'anniversaire de notification du marché. Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

## **IX. Vérification et admission**

Les opérations de vérification des prestations seront réalisées conformément aux règles édictées dans le Chapitre 5 Constatation de l'exécution des prestations. — Garantie. — Maintenance du CCAG/FCS.

## **X. Paiement - établissement de la facture**

### **1. Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes aux différents marchés devront portées, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro de l'ordre de service ;
- les prestations exécutées ;
- le lieu des prestations exécutées ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC ;
- la date.

Ces factures pour tous les lots seront envoyées :

- pour les factures de maintenance préventive : semestriellement à terme échu,
- pour les factures de maintenance corrective, après la réalisation des prestations validées par le service fait apposée sur la facture.

### **2. Transmission des factures par voie électronique**

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement transmettent leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET 775 685 316 000 17 et le code service de l'établissement ayant passé la commande.

### **3. Délai de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant du dépôt de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

**Ce délai ne débute que si la facture est cohérente et ne comporte pas d'erreur auquel cas le délai ne débute qu'à compter de la facture corrigée.**

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les prix seront calculés en application de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

## **XI. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **1. Avance**

Le régime de l'avance est soumis aux dispositions des articles L2391-2 et 3 et R2391-1 à 15 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance. Le taux de l'avance pourra être porté à 30% si le titulaire du marché est une PME.

### **2. Nantissement et cession de créances**

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent marché peut être effectué dans les formes dans les conditions prévues aux articles L2391.8 et R2391-28 du CCP.

## **XII. Pénalités**

En cas de dépassement des délais contractuels dans la réalisation des prestations ou de mauvaise exécution de celles-ci, **le titre encourt sans mise en demeure préalable**, les pénalités ci-après.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG référence.

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

### **1. Pénalités de retard**

- Lorsque la date programmée de la maintenance préventive d'un matériel n'est pas respectée, sans que le titulaire ait prévenu le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures avant la date prévue, une pénalité d'un montant de 25% du montant total de la prestation de maintenance préventive pour le site concerné s'appliquera. Au-delà d'un délai de 5 jours ouvrés de retard par rapport à la date de rendez-vous initiale pour la réalisation de la maintenance préventive, la pénalité est portée à 50% du montant total de la prestation pour le site concerné prévue.

- Lorsque les délais contractuels d'intervention pour la maintenance corrective sont dépassés, sauf cas de force majeure avéré, une pénalité d'un montant de 10% du montant total de la prestation de maintenance corrective prévue, s'appliquera. Si le retard dépasse le délai maximum d'une semaine pour la réparation du matériel, la pénalité est portée à 25% du montant de la prestation prévue.

## **2. Pénalités pour mauvaise exécution des prestations :**

Lorsque le titulaire n'a pas réalisé les prestations dues au titre du cahier des clauses techniques particulières, il encourt les pénalités suivantes :

- En cas de danger immédiat ou de non-conformité, il sera appliqué une pénalité de 30€ par jour de retard.

- En cas de non complétion du carnet d'entretien ou de non transmission du rapport d'intervention dans les délais prévus, il sera appliqué la pénalité de 40 € par jour de retard.

- En cas de non mise à jour des documents techniques des matériels objet du marché dans le délai prévu, il sera appliqué la pénalité de 20 € par jour de retard.

- En cas de non réception du rapport annuel d'activité dans le délai prévu, il sera appliqué une pénalité de 20 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est plafonné à 25% du montant du marché ou du bon de commande.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités visées ci-dessus est laissée à l'appréciation de l'acheteur qui conserve également la possibilité de refuser le travail réalisé par le titulaire, d'en prescrire la refaction partielle ou totale aux frais du titulaire. Le montant des pénalités est cumulatif.

## **XIII. Frais et risques**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

## **XIV. Résiliation**

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de la CANSSM de notifier la résiliation du marché. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à la CANSSM.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG - FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation.

## **XV. Assurances**

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments matériels.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

La CANSSM se réserve la possibilité de demander à tout moment la ou les polices d'assurance souscrites par le titulaire ainsi que la preuve de l'acquittement des primes correspondantes.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance souscrits par le titulaire restent intégralement à sa charge.

## **XVI. Revue du marché**

Le marché sera évalué et revu conjointement par chaque établissement et le titulaire une fois par an aux alentours de la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». La Direction des Affaires générales de la Direction Régionale NORD sera à l'initiative et associée à cette revue, au besoin, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAAJ) du Siège de la CANSSM sera sollicitée.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- des réparations effectuées par appareil dans chaque établissement lors de l'année écoulée
- un bilan par matériel de la maintenance préventive reprenant les actions correctives nécessaires à budgéter
  - un point sur les actions en cours

Dans ce cadre sera en outre évalué le niveau de consommation des pièces détachées.

Le titulaire proposera à chaque établissement un plan d'actions face aux nouvelles difficultés rencontrées ou par rapport aux objectifs non atteints.

## **XVII. Litiges**

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal judiciaire de Paris –Parvis du Tribunal Judiciaire de Paris- 75859 Paris Cedex 17).

## **XVIII. Dérogations aux documents généraux**

<b>Articles du présent CCAP apportant la dérogation</b>	<b>Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé</b>
Article 4 « documents contractuels »	Article 4
Article 5 « bons de commande »	Article 3.7.2
Article 12 « pénalités »	Articles 14.1.1 et 14.1.3
Article 14 « la résiliation »	Article 42